

Mali : La décentralisation au service du développement socio-économique

Les conditions pour un meilleur développement socio-économique dans les régions d'intervention sont créées.

Les enjeux

L'appui à la décentralisation ainsi qu'aux institutions et acteurs régionaux et locaux au Mali sont des éléments importants pour la stabilisation du pays et son développement socio-économique. Plus de deux décennies de pratique de la gestion autonome ont renforcé, d'une part l'acceptation sociale des autorités locales en tant que prestataires de services et confirmé leur rôle en tant qu'acteurs clés de la réconciliation et de la reconstruction, d'autre part. Cependant, les déficits institutionnels de la décentralisation et la faiblesse des capacités de ses acteurs continuent d'entraver une bonne gouvernance par rapport le renforcement de la solidité financière et économique des collectivités régions et des communes.

L'approche

Le projet conseille le ministère malien en charge de la Décentralisation, ainsi que les élus des Conseils régionaux et communaux en accord avec les orientations stratégiques et les priorités inscrites dans le Document Cadre de la Politique Nationale de Décentralisation du Mali. Les interventions du Projet Décentralisation et Bonne Gouvernance (PADRE III) sont axées sur le renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation pour un exercice compétent de leurs rôles et tâches dans le domaine du développement socio-économique. Elles ciblent prioritairement les collectivités territoriales, les acteurs du secteur privé ainsi que ceux de la société civile. Les interventions du projet portent sur :

- **Gestion financière transparente et conforme aux règles** : les communes bénéficient de conseils techniques et de soutien organisationnel pour la mise en place de nouveaux instruments de gestion financière.
- **Dialogue pour le renforcement de la résilience socio-économique** : les acteurs de la société civile ainsi que les

conseillers communaux bénéficient d'un appui afin d'asseoir les bases d'un dialogue sensible aux conflits.

- **Promotion du développement économique et de l'emploi** : les conseils régionaux partenaires bénéficient d'un accompagnement afin d'accroître l'efficacité des stratégies de développement économique et améliorer les conditions de développement du secteur privé local.
- **Apprentissage en réseau dans un système à plusieurs niveaux** : l'apprentissage entre les acteurs de la décentralisation est encouragé afin de générer des connaissances structurées sur la mise en œuvre de la politique nationale de décentralisation.
- **Les Communes de Gao et de Gounzoureye dans la région de Gao sont mieux outillées pour accueillir les populations déplacées internes** : des mesures structurantes aidant les populations déplacées internes et la population accueillante sont réalisées.



Intitulé du projet	Décentralisation et Bonne gouvernance
Commettant / Client	Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Organisme d'exécution	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Zone du projet	Régions de Koulikoro, Ségou et Gao
Partenaire politique	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD)
Durée globale	01.01.2022 - 31.12.2024
Enveloppe financière	9,3 Mio. €



Photo de gauche : < Journée citoyenne de la commune urbaine de Gao > © <GIZ>

Photo de droite : < Formation des membres de la plénière des femmes de la commune urbaine de Gao sur la communication sensible aux conflits et du vivre ensemble, octobre 2022 > © <GIZ>



Personne à contacter
 Dr. Thomas Fiegler
 Directeur de programme
 thomas.fiegler@giz.de

Photo de gauche : <Remise de matériel à un groupe de jeunes (région de Ségou), 2023> © <GIZ>

Photo de droite : <Formation des jeunes en carrelage (région de Koulikoro), 2022 > © <GIZ>

Les résultats en chiffres ...

- 813.922 personnes dans 40 communes partenaires ont un meilleur accès aux services administratifs.
- 3.436 personnes ont participé à des processus de prise de décision ou à des processus décisionnels au niveau communal.
- 22 représentants de l'Etat en charge du contrôle des actes de 134 communes ont été formés pour réaliser les missions d'inspection et de contrôle des collectivités territoriales.
- Des outils numériques pour la gestion financière ont été déployés avec succès dans 40 communes partenaires.
- 40 cartographies des risques assortis de plan d'action d'atténuation des risques fiduciaires réalisées dans les trois régions de (Ségou : 9, Koulikoro : 13, Gao :4).
- 455 acteurs de la société civile, agents et élus communaux ont participé à des séances d'information et de sensibilisation sur « le budget participatif et la reddition publique des comptes ».
- 24 projets de groupes de femmes et de jeunes ont été financés par le « Fonds d'atténuation des effets socio-économiques négatifs de la pandémie de Covid-19 ».
- 40 cadres de dialogue « Plénière des femmes et plénières des jeunes » ont été mis en place dans les communes d'intervention du projet.
- 1.200 acteurs de la société civile, agents et élus communaux ont bénéficié de mesures de renforcement des capacités sur le thème du « dialogue sensible aux conflits et de la cohésion sociale ».
- 294 personnes ont participé aux formations visant à améliorer leur situation économique.

... et en témoignages

- Le PADRE III soutient les efforts nationaux d'informatisation de la gestion financière des collectivités territoriales.

Selon M. Fâ DIABATE, Maire de la Commune Tienfala dans la Région de Koulikoro, le processus d'informatisation initié à travers l'interfaçage de la comptabilité de l'ordonnateur et celle du comptable public a permis « une meilleure reddition des comptes administratifs et des comptes de gestion et cela conformes aux normes ». De plus, pour la première fois dans l'histoire du Mali, le bilan global des collectivités territoriales a pu être présenté à temps à la fin de l'année grâce à la mise en réseau des différents logiciels de gestion financière dans les communes et au sein du ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, qui a été soutenu par le projet.

- Le PADRE III soutient les efforts de la population pour qu'elle soit plus résiliente face au contexte socio-économique actuel.

La formation sur la communication sensible aux conflits et du vivre ensemble a été, selon le témoignage de Madame Fatoumata SANOGO, de la Commune de Ténè dans le Cercle de San, une véritable aubaine :

« Cette formation m'a tellement marquée que je suis complètement abattue en pensant à mes pères qui ont passé toute leur vie jusqu'à la mort sans pouvoir résoudre le conflit foncier qui les opposait. J'ai appris beaucoup de choses ici qui leur auraient pu être utiles mais ils ne sont plus là malheureusement ».

Publié par Deutsche Gesellschaft für
 Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
 Siège de la société Dag-Hammarskjöld Weg 1-5
 65760 Eschborn
 Allemagne
 T : +49 (0)6196 79-1175
 F : +49 (0)6196 79-1115
 Auteur Dr. Thomas Fiegler/Catherine Traoré
 Mise en page GIZ
 Situation Mars 2024
 Le contenu de cette publication relève de la responsabilité de la GIZ.

En coopération avec Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD)
 Mandaté par Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)

Adresses postales des deux sièges du BMZ	BMZ Bonn Dahlmannstraße 4 D-53113 Bonn T : +49 (0)228 99 535-0 poststelle@bmz.bund.de www.bmz.de	BMZ Berlin 10963 Berlin Allemagne T : +49 (0)30 18 535-0
--	---	---